



Rapport annuel 2006

EUROPE

ET EX URSS

La situation de la liberté de la presse s'est globalement aggravée dans cette partie du monde. Cinq journalistes y ont été assassinés pour des raisons professionnelles (contre deux en 2004) et la dérive autoritaire de certains Etats issus de l'ancien bloc soviétique s'est accentuée. Cherchant à réduire au silence toutes les voix dissidentes, leurs dirigeants n'ont pas hésité à recourir à des méthodes répressives héritées de la tradition soviétique. Les conditions de travail des journalistes se sont détériorées notamment en Ouzbékistan, au Bélarus, en Russie et en Azerbaïdjan. Ces gouvernements ont resserré la vis de peur d'être à leur tour renversés par des révolutions populaires comme celles que l'on a pu observer en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004 et au Kirghizistan en 2005.

Une bonne nouvelle tempère ce sombre bilan. Le nouveau président ukrainien, Viktor Iouchtchenko, élu en janvier 2005, semble plus favorable à la liberté de la presse que son prédécesseur, Léonid Kouchma. Les assassins du journaliste Géorgiy Gongadze, tué le 16 septembre 2000, ont été identifiés et devaient être jugés début 2006. L'impunité reste toutefois de mise en ce qui concerne les commanditaires de ce crime horrible.

Près de là, dans la perspective de l'élection présidentielle prévue pour mars 2006, Alexandre Loukachenko s'est attelé à la fermeture minutieuse et systématique des rares titres indépendants qui tentent de subsister au Bélarus. Asphyxiés financièrement par des amendes aux montants astronomiques, empêchés d'imprimer ou de distribuer leurs copies, plusieurs journaux sont d'ores et déjà condamnés à disparaître, dont l'hebdomadaire de référence *BG Delovaya Gazeta*. Par ailleurs, des journalistes, notamment de la minorité polonaise, qui avaient couvert des manifestations de l'opposition, ont été condamnés à des peines de prison.

En Russie, les actes de violence à l'encontre des journalistes sont nombreux. L'impunité est malheureusement généralisée dans un pays où l'information est étroitement contrôlée par le Kremlin. En 2005, deux journalistes ont été tués et un troisième a échappé de peu à une tentative d'assassinat. Plus d'un an après la mort de Paul Khlebnikov, le rédacteur en chef de l'édition russe du magazine américain *Forbes*, les autorités ont clos l'enquête et présenté l'indépendantiste tchétchène Kozh-Akhmed Nukhayevev comme le commanditaire de l'assassinat. L'Etat a pris, peu à peu, le contrôle de toutes les chaînes de télévision du pays et accentue désormais ses pressions sur les rares journaux indépendants, menaçant gravement le pluralisme de l'information. Enfin, la Tchétchénie reste un véritable trou noir de l'information où les journalistes ne peuvent se rendre librement.

En Ouzbékistan, la répression des journalistes indépendants est devenue systématique depuis les événements sanglants d'Andijan du 13 mai 2005. La «chasse aux sorcières» diligentée par le président Islam Karimov s'est concrétisée par trois arrestations arbitraires de journalistes et une vaste campagne de dénigrement de la profession. Les médias et organisations étrangers ont été officiellement accusés d'avoir fomenté la rébellion et plusieurs ont été contraints de fermer leur porte, comme *Internews*, la *BBC* ou la radio publique américaine *Radio Free Europe/Radio Liberty*.

Ces conditions de travail tendent à se rapprocher dangereusement de celles que subissent les journalistes au Turkménistan. Au pays du président Separmourad Nyazov, la liberté d'expression est nulle et la censure totale. Les employés des médias d'Etat n'ont pas le droit d'avoir des contacts avec des étrangers et la presse privée n'existe pas. L'accès du pays aux journalistes internationaux est extrêmement restreint.

Dans le Caucase, la situation s'est nettement dégradée en Azerbaïdjan. L'assassinat du journaliste indépendant Elmar Husseynov, en mars 2005, a cristallisé les violences et les mesures d'intimidation dont la presse est victime dans ce pays. Un deuxième professionnel de l'information est mort dans l'année des suites de ses blessures infligées six mois auparavant par un policier. Les atteintes à la liberté de la presse se sont multipliées avant, pendant et après les élections législatives du 6 novembre.

ENCORE DES PROGRÈS À FAIRE EN EUROPE DE L'OUEST

Au sein de l'Union européenne (UE), et notamment en France, en Italie, en Belgique et en Pologne, l'année 2005 a été marquée par un nombre élevé de perquisitions et de convocations de journalistes, sommés de livrer à la police le nom de leurs sources. Alors que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme considère que «la protection des sources journalistiques est l'une des pierres

angulaires de la liberté de la presse», plusieurs Etats membres ont multiplié les atteintes à ce principe essentiel pour la garantie d'un journalisme d'investigation indépendant.

La violence à l'égard des journalistes reste rare dans l'espace européen. Cependant, en France, neuf journalistes ont été agressés en 2005, lors d'un conflit syndical en Corse et pendant la flambée de violence qui a embrasé les banlieues françaises, en novembre. En Italie, le pluralisme de l'information est toujours mis à mal par le conflit d'intérêts de Silvio Berlusconi, chef du gouvernement, et également propriétaire du puissant groupe audiovisuel Mediaset. Cette situation - un chef de gouvernement contrôle à la fois les médias publics et une grande partie des médias audiovisuels privés - constitue une anomalie unique en Europe.

Les nouveaux Etats qui ont rejoint l'Union européenne en 2004 ont réalisé des progrès spectaculaires en matière de liberté de la presse. La République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Slovaquie et la Slovénie constituent de véritables havres de paix pour la liberté de la presse, au même titre que les pays d'Europe du Nord. Seul bémol, la Pologne, où un journaliste risquait encore, en 2005, d'être condamné à une forte amende et à une peine de prison en publiant des propos jugés offensants à l'égard du Pape.

Dans les Balkans et le reste de l'Europe de l'Est, des menaces sérieuses pèsent toujours sur la liberté de la presse. La législation reste éloignée des standards européens en Croatie, en Roumanie et en Bulgarie, trois pays qui rejoindront l'Union européenne très prochainement. La violence n'a pas complètement disparu de ces régions : un journaliste a été froidement assassiné au Kosovo, quatre autres ont été menacés de mort en Serbie-Monténégro et un reporter a été agressé en Albanie.

Enfin, dans la perspective de son adhésion à l'Union européenne, la Turquie a adopté des réformes législatives de grande ampleur dont certaines ont paradoxalement ajouté de nouvelles restrictions pour les journalistes. Par exemple, le 1er juin 2005, un nouveau code pénal est entré en vigueur. Mais les formulations vagues de certains articles ouvrent la voie à des poursuites abusives et à des interprétations très libres de la part des juges. Par ailleurs, si le nombre de violations de la liberté de la presse a nettement diminué en 2005, l'autocensure reste forte et quelques sujets sensibles - comme les questions kurde et arménienne par exemple - continuent d'apporter leur lot de problèmes judiciaires aux journalistes qui les traitent.

Bureau Europe

ALBANIE

L'autocensure, la difficulté à accéder à l'information publique et le boycott publicitaire constituent les principales entraves à la liberté de la presse dans un pays qui reste fortement politisé. La législation albanaise punit toujours jusqu'à deux ans de prison les auteurs de diffamation à l'encontre

des représentants de l'Etat ou d'organisations internationales. L'agression, le 26 juin 2005, par le maire de Korca d'une journaliste travaillant pour l'une des principales chaînes de télévision, confirme la dégradation, observée depuis quelques années, des rapports entre la classe politique et les médias.

AZERBAÏDJAN

Multiplication des agressions et montée vertigineuse de la violence à l'encontre des journalistes, nombreuses entraves à la liberté de la presse, avant et pendant les élections législatives, et surtout assassinat d'Elmar Husseynov : l'année 2005 a été marquée par une dégradation particulièrement inquiétante de la situation de la liberté de la presse en Azerbaïdjan.

Le 2 mars, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'opposition *Monitor* a été froidement abattu de quatre balles dans le corps, alors qu'il regagnait son domicile. Ce crime s'inscrit dans un paysage médiatique caractérisé par l'absence de pluralisme du secteur audiovisuel et par un clivage marqué entre une presse d'opposition politisée à outrance, et une presse progouvernementale, dépourvue de tout sens critique.

Les journalistes ont été victimes de nombreuses agressions à l'approche des élections législatives du 6 novembre : vingt-cinq journalistes ont été frappés par les forces de l'ordre. Le 9 octobre 2005, quatorze d'entre eux ont été passés à tabac par des policiers lors d'une manifestation organisée par le bloc de l'opposition Azadlig à Bakou, alors qu'ils portaient un badge Presse. Deux d'entre eux ont été grièvement blessés et ont dû être transportés d'urgence à l'hôpital. Douze journalistes ont été frappés par les forces de l'ordre le 26 novembre, alors qu'ils couvraient une manifestation de l'opposition qui dénonçait les «fraudes» lors des élections et exigeait la démission du gouvernement.

De plus, Alim Kazimli, reporter-photographe du principal quotidien d'opposition *Yeni Musavat* (9 000 exemplaires), est mort le 19 juin 2005, des suites d'une hémorragie cérébrale, consécutive à un passage à tabac par des policiers de Bakou, le 28 décembre 2004.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ilham Aliev, le 31 octobre 2003, pas moins de onze journalistes ont été interpellés et six ont été brièvement interpellés et menacés. Par ailleurs, les médias indépendants continuent de subir des pressions directes et indirectes de la part des autorités : restrictions d'accès à l'information publique, entraves à la distribution des journaux, à l'impression et à la publicité, poursuites abusives en diffamation et montant exorbitant des amendes qui leur sont infligées.

La presse écrite indépendante est d'une grande vulnérabilité économique. Avec un tirage de 9 000 exemplaires, alors qu'il était le double deux ans auparavant, le quotidien d'opposition *Yeni Musavat* est le plus lu du pays. Les chaînes de télévision sont toutes progouvernementales, y compris la chaîne privée *AVS* qui fait allégeance au pouvoir en place et sert parfois d'outil efficace pour faire pression sur les médias indépendants.

Enfin, la législation sur la presse reste toujours très éloignée des standards internationaux. Les journalistes encourent toujours jusqu'à trois ans de prison pour diffamation (article 147.2 du code pénal) et jusqu'à six ans pour «insulte à l'honneur et à la dignité du Président» (article 148 du code pénal).

BÉLARUS

Dans ce pays mis au ban des pays européens pour ses relents de dictature soviétique, l'Etat contrôle totalement la presse publique et ne recule devant rien pour harceler les rares médias indépendants qui tentent de subsister.

En 2005, dix-sept journalistes de la minorité polonaise ont été interpellés par les autorités belarusses, en l'espace de trois mois seulement. Par ailleurs, deux d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison pour «participation à une manifestation illégale», alors que l'un de ces journalistes se bornait à couvrir une manifestation de petits entrepreneurs pour un site internet d'opposition.

Les autorités ne cessent de resserrer leur étau sur la presse indépendante, dans la perspective des élections présidentielles de juillet 2006 et poursuivent consciencieusement leur travail de sape de la liberté de la presse.

Croulant sous les amendes, à la suite de plusieurs condamnations en diffamation, les comptes de *Narodnaya Volya*, unique quotidien indépendant du pays, ont été bloqués le 20 septembre 2005. Autre acte de sabotage de la presse indépendante : après avoir confisqué en août tous les exemplaires de l'hebdomadaire *Den*, les autorités de la ville de Minsk ont effacé de leur registre la société *Denpress*, qui publiait l'hebdomadaire, le contraignant à la fermeture. La principale publication indépendante du pays, le bihebdomadaire *Belorusskaya Delovaya Gazeta*, a pour sa part été asphyxiée financièrement, ne pouvant faire face à

des amendes astronomiques consécutives à plusieurs condamnations pour diffamation.

Alors que tous les journaux d'opposition sont désormais contraints d'être imprimés en Russie, la poste d'Etat *Belposhta*, qui possède le monopole de la diffusion des journaux dans le pays, a décidé de rompre ses contrats avec une dizaine de journaux indépendants à partir du 1er janvier 2006, les conduisant à une mort certaine.

Les conditions de travail pour les journalistes restent très difficiles et beaucoup effectuent des enquêtes au péril de leur vie, comme l'illustre le très probable assassinat de *Vassili Grodnikov*. Le 18 octobre 2005, ce journaliste du quotidien d'opposition *Narodnaya Volya* a été retrouvé mort dans son appartement de la banlieue de Minsk, le crâne ensanglanté, dans des circonstances troublantes. Le journaliste enquêtait sur des groupes mafieux spécialisés dans l'escroquerie d'appartements, visant les personnes âgées isolées.

Un an après la mort de *Véronika Cherkasova*, journaliste d'investigation de *Solidarnost*, retrouvée poignardée à son domicile le 20 octobre 2004, les enquêteurs ont continué de privilégier la thèse du meurtre passionnel et familial. Peu de temps avant son assassinat, la journaliste travaillait sur d'éventuelles ventes d'armes de l'Etat belarusse à *Saddam Hussein*. L'enquête sur la disparition du cameraman de la chaîne russe *ORT* *Dmitri Zavadski*, le 7 juillet 2000, dans laquelle les hautes sphères du pouvoir pourraient être impliquées, est toujours au point mort.

CHYPRE

Si la situation de la liberté de la presse s'est sensiblement améliorée en 2005, les entraves à la libre circulation de l'information entre les parties nord et sud de l'île continuent de peser fortement sur les conditions de travail des journalistes. La décision de la République de Chypre,

nouveau membre de l'Union européenne depuis le 1er mai 2004, de ne pas délivrer d'autorisations aux journalistes turcs travaillant dans la République turque de Chypre du Nord, afin de leur permettre de couvrir un match de football, illustre ces difficultés.

DANEMARK

Le Danemark est l'un des pays les plus respectueux au monde de la liberté de la presse. Il figure d'ailleurs en tête du classement mondial de Reporters sans frontières 2005. A tel point que le rédacteur en chef du premier quotidien du pays, le *Jyllands Posten*, n'a pas hésité à publier les caricatures de Mahomet, objet d'une polémique mondiale au début de l'année 2006. L'affaire a démarré en septembre 2005 et provoqué de vives réactions au sein de la communauté musulmane du Danemark et dans les pays musulmans, où la représentation du prophète est interdite. En Egypte, pourtant, un journal a reproduit les dessins controversés, en

octobre, sans subir de sanctions. En revanche, deux dessinateurs du *Jyllands Posten* ont reçu des menaces de mort juste après la parution des caricatures, en octobre. Le rédacteur en chef du journal, Carsten Juste, a décidé d'engager des agents de sécurité pour assurer leur protection et ils ont été contraints de se cacher temporairement.

L'affaire des caricatures de Mahomet a eu des suites inattendues et provoqué une crise politique sans précédent entre le Danemark et le monde arabo-musulman en 2006. Elle a également été l'occasion de débats houleux sur la liberté d'expression en Europe.

ESPAGNE

La violence au Pays basque touche encore les journalistes de la région, particulièrement dans la partie espagnole. Ils restent dans la ligne de mire de l'ETA, organisation séparatiste armée, et doivent être en permanence accompagnés de gardes du corps. Ceux d'entre eux qui refusent de soutenir ses revendications sont considérés comme des ennemis et placés sur une liste noire. Un des derniers médias pris pour cible par cette

organisation est la radio publique EITB à Vitoria, menacée de représailles le 26 février 2006.

Par ailleurs, le présentateur-vedette de la chaîne arabe *Al-Jazira*, Tayssir Allouni, a été condamné à sept ans de prison pour appartenance au réseau terroriste Al-Qaïda. Il a été jugé dans le cadre d'un procès intenté contre vingt-quatre personnes, toutes accusées de terrorisme. Le journaliste a décidé de faire appel.

FRANCE

La recrudescence de la violence et le droit à la protection des sources des journalistes, pierre angulaire de la liberté d'expression, ont été au cœur des débats en 2005.

Plusieurs perquisitions ont été ordonnées aux sièges du *Point*, de *L'Equipe*, du *Berry Républicain* et du *Parisien*. Ce sont au total huit journalistes qui ont été entendus par la police afin qu'ils dévoilent l'identité des sources à l'origine de leurs articles. Cinq d'entre eux ont été mis en examen pour «recel de violation du secret de l'instruction» dans l'affaire de l'équipe cycliste Cofidis.

Reporters sans frontières, la Fédération française des agences de presse (FFAP) et l'association Droit à l'Info ont rencontré, le 28 janvier 2005, Laurent Le Mesle, directeur de cabinet du garde des Sceaux. Les membres de ce groupe de travail lui ont remis un projet de memorandum sur le journalisme d'investigation destiné à faire évoluer les textes pour garantir davantage le droit à la protection du secret des sources.

Par ailleurs, à la suite des violentes manifestations organisées à Bastia contre la privatisation de la SNCM, un cameraman de *France 2*, Christophe Hilary, cameraman de *France 3 National* et Olivier Laban-Mattei, photographe de *l'AFP*, ont été violemment pris à partie, les 27, 28 septembre et le

1er octobre dernier. Jean-Marc Plantade, chef du service économie du *Parisien*, a reçu des menaces de mort téléphoniques le visant personnellement ainsi que sa famille, à la suite de la publication d'un article, le 17 octobre, intitulé «Scandale à la SNCM». Il dénonçait de supposés détournements d'argent de certains employés sur les recettes des ventes à bord des navires de la compagnie.

Au moins cinq journalistes français et étrangers ont été agressés alors qu'ils tentaient de couvrir l'embrasement dans les banlieues. Dans la nuit du 2 au 3 novembre, une équipe de *France 2* a été prise à partie à Aulnay-sous-Bois par des dizaines de jeunes. Ils ont été contraints de quitter leur véhicule qui a ensuite été retourné puis incendié. Le 4 novembre, un journaliste reporter d'image de la chaîne *France 3*, Mady Diawara, a reçu une pierre en plein visage alors qu'il effectuait un sujet sur la fin du ramadan à Montfermeil. Le 5 novembre 2005, une journaliste coréenne de la chaîne de télévision publique nationale *KBS*, Mihye Kim, a été agressée par cinq jeunes à Aubervilliers, alors qu'elle venait de terminer des interviews avec des habitants, à proximité d'un entrepôt incendié la veille au soir.

En 2005, ce sont au total neuf journalistes français et étrangers qui ont été agressés physiquement dans l'exercice de leurs fonctions.

ITALIE

L'indépendance des médias italiens souffre toujours d'une situation unique en Europe : le chef du gouvernement possède les trois principales chaînes privées du groupe audiovisuel Mediaset et contrôle indirectement les trois chaînes publiques de la *RAI*. L'année 2005 a été marquée par des menaces à l'encontre de six journalistes ayant

mené une enquête sur des faits de corruption au sein de l'équipe de football de Gênes. Par ailleurs, le principe du droit à la protection du secret des sources, garanti par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, a de nouveau été bafoué lors de la perquisition au *Corriere della Sera*.

KAZAKHSTAN

Les autorités ont nettement accentué les pressions sur les médias à l'approche des élections présidentielles du 4 décembre 2005 : mesures de filtrage contre les sites internet d'opposition, entraves multiples à l'impression et à la distribution des journaux indépendants, saisie de journaux jugés trop critiques à l'égard du clan Nazarbaïev.

Les journalistes ont également été soumis à de nombreux actes de violence, intimidations et abus de pouvoir. Le rédacteur en chef d'un hebdomadaire d'opposition, Batyrkhan Darimbet, est mort dans des conditions particulièrement suspectes et pourrait avoir été assassiné en raison de ses articles critiques envers les autorités.

KIRGHIZISTAN

A l'approche des élections parlementaires du 27 février 2005, les autorités ont systématiquement harcelé les rares médias indépendants du pays, craignant une possible révolution populaire alors que des milliers de manifestants protestaient contre l'exclusion de plusieurs candidats de l'opposition. Le 24 mars, la «révolution des tulipes» a renversé le régime autoritaire du président Askar Akaïev, à la tête de l'ancienne République soviétique d'Asie centrale depuis quatorze ans. L'arrivée

au pouvoir du leader de l'opposition, Kourmanbek Bakiev, élu président en juillet, a été une source d'espoir pour les médias. Cependant, leur situation a peu évolué depuis ce changement : la censure est toujours pratiquée au sein des rédactions et les critiques à l'encontre du nouveau chef de l'Etat sont rares. Par ailleurs, le pouvoir tente de reprendre le contrôle de chaînes de télévision privées en rachetant des parts de marchés par l'intermédiaire d'investisseurs privés.

Kosovo

L'année 2005 a été marquée par l'assassinat de Bardehul Ajeti, journaliste de *Bota Sot* dont les articles sur les milieux criminels ont été perçus comme une menace directe par les intéressés. Les journalistes s'astreignent toujours à une forte autocensure en raison de l'impunité généralisée

qui les expose à de nouvelles représailles. Dans cette province administrée par l'ONU depuis 1999, l'heure n'est toujours pas à l'apaisement entre communautés serbes et albanaises, alors que les négociations sur le futur statut du Kosovo devraient avancer en 2006.

OUZBÉKISTAN

L'année 2005 est marquée par une répression féroce et systématique des journalistes indépendants. Depuis la révolte, réprimée dans le sang, d'une partie de la population d'Andijan (est du pays), le 13 mai, la «chasse aux sorcières» diligentée par le président Islam Karimov a conduit à multiplier les arrestations arbitraires de journalistes d'opposition et à stigmatiser les médias étrangers, officiellement accusés d'avoir fomenté la rébellion. Selon les organisations non gouvernementales, environ 800 personnes ont été tuées à Andijan lors du soulèvement populaire. Les autorités en dénombrent officiellement 187.

En 2005, sept journalistes ont été agressés et l'un d'entre eux a été deux fois passé à tabac en l'espace de six mois seulement. Quatre journalistes ont été interpellés sans raison par la police et ont subi des intimidations. Sept autres ont été menacés et contraints à l'exil.

En outre, les condamnations à des peines de prison sous des prétextes totalement fallacieux se sont multipliées en 2005. Sabirjon Yakubov, journaliste de l'hebdomadaire *Hurriyat*, a été arrêté le 11 avril 2005, à Tachkent. Inculpé pour «avoir enfreint l'ordre constitutionnel» et «faire partie d'une organisation extrémiste religieuse» (article 159 du code pénal), il risque jusqu'à vingt ans de prison. De plus, Nosir Zokirov, correspondant de *Radio Free Europe/ Radio Liberty* dans la province de Namangan, a été condamné à six mois de prison pour «outrage à un responsable du gouvernement», conformément à l'article 140 du code

pénal. Il avait réalisé un reportage sur la prise d'assaut de la prison, le 13 mai, à Andijan.

Les médias sont contrôlés d'une main de fer par les autorités ouzbèkes qui répriment toute velléité d'indépendance. Les quatre chaînes de télévision nationales du pays sont soumises à la censure présidentielle et seuls quelques sites Internet permettent d'accéder à une information critique. Les journalistes indépendants ayant couvert les événements d'Andijan ont été qualifiés de «traîtres à la patrie» et de «menteurs» dans la plupart des médias.

Le blocus de l'information a été total dès le 13 mai sur l'ensemble du territoire. La retransmission par câble des chaînes de télévision américaine, russe et anglaise *CNN*, *NTV* et *BBC* ont été interrompues. Les sites russes indépendants www.lenta.ru, www.gazeta.ru et www.fergana.ru, ainsi que plusieurs sites ouzbeks ont été bloqués en Ouzbékistan. Dans la nuit du 13 au 14 mai, tous les journalistes étrangers et locaux ont été expulsés de la ville d'Andijan par les services de sécurité ouzbeks et deux équipes des télévisions russes *REN-TV* et *NTV* ont été refoulées.

Les médias étrangers ont été officiellement accusés d'avoir organisé le soulèvement sanglant d'Andijan, lors d'un simulacre de procès, largement retransmis sur les chaînes de télévision. Les quinze leaders présumés de la rébellion ont accusé les journalistes occidentaux de les avoir incité à «imiter une révolution pacifique pour créer le chaos».

POLOGNE

La Pologne a été l'Etat membre de l'Union Européenne le moins respectueux de la liberté de la presse en 2005. Un journaliste a été condamné à une forte amende pour des «propos offensants» à l'encontre du pape, sujet toujours tabou. En outre, un journaliste d'investiga-

tion de l'hebdomadaire satirique *Nie* risque de trois mois à cinq ans de prison parce qu'il a refusé de révéler ses sources. Le disque dur de son ordinateur est placé sous scellés depuis le mois de juin, le privant de facto de son outil de travail.

ROUMANIE

En 2005, la mise sur écoutes, par les services secrets, de deux journalistes roumains travaillant pour des médias étrangers, a illustré la fragilité du droit à la protection des sources dans le pays, ainsi que les mauvaises relations entre la classe politique et les médias. Boycott publici-

taire, difficultés à accéder à l'information publique et pluralisme de l'information fragilisé par l'endettement colossal des chaînes de télévision privées envers l'État : des menaces sérieuses continuent de peser sur la liberté de la presse en Roumanie.

RUSSIE

En 2005, les conditions de travail des journalistes ont continué à se dégrader de façon inquiétante et la violence constitue la menace la plus sérieuse faite à la liberté de la presse. Soumise à des amendes exorbitantes et au boycott publicitaire, la presse indépendante se réduit comme peau de chagrin. Autre signe préoccupant : le refus d'accréditation de journalistes étrangers qui confirme la volonté du pouvoir de conserver la mainmise totale de l'information, notamment sur la guerre en Tchétchénie.

En 2005, Pavel Makeev, jeune cameraman de la chaîne *Puls d'Azov* (région de Rostov sur le Don) et Magomedzagid Varisov, journaliste de l'hebdomadaire *Novoe Delo* à Makhatchkala (capitale du Daguestan), ont été assassinés en raison de leur activité professionnelle. Le directeur d'un groupe de presse a échappé de justesse à une tentative de meurtre à Samara (sud du pays). Huit journalistes ont été agressés physiquement et huit autres ont été interpellés.

La mort de Paul Khlebnikov, citoyen américain et rédacteur en chef de l'édition russe du magazine *Forbes*, assassiné par balles le 9 juillet 2004, n'est toujours pas élucidée. Le sort d'Ali Astamirov, correspondant de l'*Agence France-Presse* (AFP) en Ingouchie et en Tchétchénie, enlevé le 4 juillet 2003, reste inconnu. Ni les enquêteurs chargés du dossier à Moscou, ni le parquet de Nazran (Ingouchie) n'ont obtenu de résultat. Cette spirale de la violence qui se déroule dans un climat de

totale impunité contraint les journalistes à une autocensure généralisée.

En 2005, l'absence de pluralisme du secteur audiovisuel, associé à la disparition de titres de presse écrite indépendants, minés par des amendes exorbitantes, est particulièrement préoccupant en Russie. Le gouvernement contrôle étroitement la publicité, effectuant un véritable chantage envers les journaux indépendants qui se risqueraient à continuer de traiter la guerre en Tchétchénie dans leurs colonnes. Les chaînes de télévision, sous le contrôle total du Kremlin, sont également soumises à une censure très stricte. Les autorités sanctionnent désormais les médias étrangers qui effectuent des sujets liés à la Tchétchénie. Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé, le 2 août, que les accréditations des journalistes d'*ABC* ne seraient pas prolongées lorsqu'elles arriveraient à expiration. La chaîne américaine avait diffusé le 28 juillet une interview du chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev, réalisée par Andrei Babitsky.

De plus, la législation sur la presse reste très éloignée des standards internationaux. Le journaliste indépendant Eduard Abrosimov a été condamné à sept mois de travaux forcés pour diffamation, le 23 juin 2005, par la cour régionale de Saratov (sud de la Russie). Le 19 août 2005, Nikolai Gochko, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Odintovskaia Nedela*, condamné le 5 juin à cinq ans de travaux forcés pour «diffamation», a été libéré sous la pression des organisations internationales.

SERBIE-MONTÉNÉGO

Poursuites judiciaires abusives, un journaliste passé à tabac et quatre autres menacés de mort, nouvelle loi répressive compromettant dangereusement l'indépendance de la télévision : l'année 2005 est marquée par une dégradation de la liberté de la presse dans un pays où les

délits de presse sont toujours passibles de peines de prison. Milan Milinkovic, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Podrinski Telegraf*, a été condamné pour diffamation à un an de prison avec sursis et à une amende d'environ 100 euros.

TADJIKISTAN

L'année 2005 a été marquée par la multiplication des poursuites judiciaires abusives et un affaiblissement du pluralisme de l'information. Le fisc a mis sous scellés les bureaux et le matériel de la dernière chaîne de télévision indépendante *Somonien*, à Douchanbé, à la demande du Comité d'Etat pour l'audiovisuel. A la veille des élections législatives, Iskandar Firouz, correspondant du ser-

vice perse de la *BBC*, a été agressé dans la capitale par le responsable d'un parti politique. Seul signe positif obtenu grâce à la pression internationale : le journaliste Djumaboi Tolibov, condamné à deux ans de prison, à la suite de la parution de trois articles dans le quotidien *Minbari Khalk* et le *Journal parlementaire*, qui mettaient en cause le procureur général de la région de Sogd, a finalement été libéré.

TURKMÉNISTAN

Dans un pays où la presse privée n'existe pas et où la liberté d'expression est réduite à néant, les journalistes se bornent à relayer la propagande d'Etat. Tous les moyens sont bons pour réprimer toute velléité d'indépendance : pressions psychologiques, intimidations et surveillance per-

manente des journalistes sont érigées en règle quotidienne par les autorités. Accusé d'espionnage, Viktor Panov, journaliste pour l'agence de presse russe *RIA-Novosti*, a été expulsé vers la Russie, le 12 mars 2005, après avoir passé quinze jours en détention à Achkhabad.

TURQUIE

Conçu à l'origine par les autorités turques dans la perspective de l'adhésion du pays à l'Union européenne, le nouveau code pénal turc, entré en vigueur le 1er juin 2005, entraîne paradoxalement de nouvelles restrictions pour les journalistes. Plusieurs articles offrent un large champ d'interprétation, permettant aux magistrats des condamnations abusives de journalistes à des peines de prison.

Sinan Kara, journaliste du bimensuel *Datça Haber*, a été condamné à neuf mois de prison ferme assortis d'une amende de 350 euros, pour «insulte par voie de presse» (article 125) envers le sous préfet de Datça. Burak Bekdil, chroniqueur du quotidien en langue anglaise *Turkish Daily News*, a écopé de vingt mois de prison avec sursis pour «insulte aux institutions d'Etat». De plus, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a gagné un procès en diffamation à l'encontre du journaliste Fikret Otyam. Ce dernier doit lui verser 2 835 euros de dommages et intérêts. C'est au moins la quatrième fois depuis décembre 2004 que R.T. Erdogan intente un procès à l'encontre d'un journaliste.

Loin d'aligner le droit turc sur le droit européen en matière de liberté d'expression, certains articles du nouveau code pénal risquent au contraire de faciliter les poursuites judiciaires arbitraires à l'encontre des journalistes et d'entraîner un climat d'autocensure nuisible à la liberté de la presse.

L'article 305 sanctionne de trois à dix ans de prison les écrits allant à l'encontre des «intérêts nationaux fondamentaux». Tout propos évoquant le «génocide arménien» ou demandant «le retrait des forces armées turques de Chypre» entre dans cette catégorie. L'article 301 sur «l'humiliation de l'identité turque, de la République, des institutions et organes d'Etat» menace toute personne critiquant l'identité turque, l'Etat ou le Parlement, d'une peine de six mois à trois ans d'emprisonnement.

Par ailleurs, Sandra Bakutz, journaliste pour la radio autrichienne *Orange 94.0* et l'hebdomadaire allemand *Junge Welt*, a été arrêtée et a passé plus d'un mois et demi en prison, avant d'être acquittée. Elle risquait une peine de 10 à 15 ans de prison pour «appartenance à une organisation illégale». On lui reprochait, à tort, d'avoir participé à des manifestations non autorisées.

Hrant Dink, directeur de publication de l'hebdomadaire bilingue turco-arménien *Agos*, a été condamné à six mois de prison avec sursis pour «insulte à l'identité nationale turque» (article 301 alinéa 1 du code pénal). De plus, cinq journalistes de médias prokurdes ont été interpellés en 2005. Quatre d'entre eux ont été placés en garde à vue à Gülec (est de l'Anatolie), alors qu'ils souhaitaient réaliser un reportage sur la libération d'un soldat turc retenu en otage par des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

UKRAINE

2005 a été marquée par une amélioration notable de la situation de la liberté de la presse à la faveur de la «révolution orange» et par l'arrestation des exécutants du journaliste Géorgiy Gongadze. Mais ces éléments encourageants sont largement contrebalancés par le nombre élevé de menaces ou d'agressions perpétrées à l'encontre de plusieurs journalistes d'investigation.

A partir du 3 mars, de nouveaux éléments ont été révélés par la presse et par le parquet sur l'affaire Géorgiy Gongadze, rédacteur en chef du journal en ligne *pravda.com*, disparu le 16 septembre 2000, dont le corps décapité avait été retrouvé le 2 novembre 2000. Le parquet a dévoilé que Géorgiy Gongadze avait été enlevé en voiture, en bas de chez lui, par trois policiers, accompagnés du général Poukatch. Ce dernier aurait ensuite étranglé lui-même le journaliste avant d'enterrer son corps dans la forêt de Tarachtcha. Par ailleurs, un témoin clé de l'affaire, Iouri Kravtchenko, l'ancien ministre de l'Intérieur du président Léonid Koutchma, susceptible d'apporter de nouveaux éclairages dans l'enquête, est mort dans des circonstances particulièrement troublantes. Le 4 mars, appelé par le parquet à témoigner dans le cadre de l'enquête, il a été retrouvé mort, le jour même, dans sa maison de campagne au sud de Kiev. Il se serait suicidé de deux balles dans la tête. Le 8 août 2005, le procureur général Sviatoslav Piskoun a annoncé que l'enquête sur l'affaire Gongadze était close. Les officiers de police Valeriy Kostenko, Mikola Protasov et Oleksandr Popovych sont accusés d'avoir enlevé et tué le journaliste d'opposition.

Un quatrième suspect, le général Olexi Poukatch, est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Le parquet n'a toutefois pas livré les noms des commanditaires, contrairement aux promesses répétées du président Viktor Iouchtchenko.

Par ailleurs, le nombre élevé de journalistes agressés au cours de l'année 2005 vient contredire les engagements pris par le président Viktor Iouchtchenko lors de son investiture. En 2005, huit journalistes ont été agressés physiquement en raison de leur activité professionnelle. Ainsi, la journaliste Natalia Vlassova, de la chaîne de télévision *Kanal 34*, a été agressée à Dnipropetrovsk (à l'est du pays). Elle avait révélé des affaires de corruption au sein de partis locaux. Le rédacteur en chef et propriétaire de l'hebdomadaire indépendant *Oberih* a été menacé de mort pour avoir dénoncé des détournements de fonds dans la gestion de financements municipaux à Pereyaslav-Khmelnytski (sud de Kiev).

Autre exemple de cette dégradation de la situation : l'arrestation sans aucun motif de Volodymyr Lutiev, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Yevpatoriskaya Nedelia*, à Sébastopol, le 30 juin dernier, pour avoir émis des critiques sur une élection controversée. Il est toujours en détention, bien qu'il ait fait la grève de la faim pendant 47 jours. De plus, la destruction du véhicule du directeur général de *Paparazzi*, Walid Harfouch, a eu lieu la veille de la publication dans le mensuel de photos du fils du président ukrainien, Andriy Iouchtchenko.